

AVIS DE DEMANDE DE COTATION

N°001/AC/MINRESI/CNDT/CIPM-MINRESI/2025 DU ...**1.1.JUIN 2025**
POUR L'ACQUISITION DU MATERIEL ET MOBILIER DE BUREAU AU COMITE
NATIONAL DE DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES

1. Objet de la Demande de Cotation

Dans le cadre de l'exécution de son budget d'investissement public, le Comité National de Développement des Technologies (CNDT) lance une Cotation pour l'acquisition du matériel et mobilier de bureau.

2. Consistance des prestations

Les prestations attendues comprennent l'équipement du Comité National de Développement des Technologies (CNDT) conformément aux descriptifs de la fourniture.

3. Participation et origine

La participation à la présente Demande de Cotation est ouverte aux prestataires exerçant dans le secteur de la fourniture du matériel et mobilier de bureau et répondant aux critères de qualification indiqués dans le présent Dossier de Demande de Cotation.

4. Financement

Les prestations objet de la présente Demande de Cotation sont financées par le Budget d'Investissements Publics (BIP) du CNDT de l'exercice 2025 sur la ligne d'imputation budgétaire : 59 136 02 790022 241140.

5. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est la soumission en ligne.

6. Consultation du Dossier de Demande de Cotation

6.1- Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables au CNDT, BP 1457, téléphone 222 222 509, dès publication du présent avis.

6.2- Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

7. Acquisition du Dossier de Demande de Cotation

7.1- La version physique du dossier de consultation peut être obtenu aux heures ouvrables, au MINRESI, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés (bâtiment principal), BP 1457, téléphone 222 232 442 dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public de la somme non remboursable de 25 000 (Vingt-cinq mille) francs CFA.

7.2- Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier de Demande de Cotation (DC) par téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT disponibles aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du dossier de Demande de Cotation.

8. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel, en une tranche, de la fourniture à l'issue des études préalables est de : 15 100 000 (Quinze millions cent mille) CFA TTC.

9. Cautionnement de soumission

9.1- Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission, acquittée à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce n°9 du DDC, dont le montant s'élève à 302 000 (Trois cent deux mille) francs CFA et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. Cette caution doit être accompagnée d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et des Consignations (CDEC).

9.2- L'absence de la caution de soumission sus-évoquée entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **1.1. JUIL 2025** à 13 heures. Une copie de sauvegarde de la cotation enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », dans les délais impartis, avec la mention ci-dessous :

AVIS DE DEMANDE DE COTATION
N°001/AC/MINRESI/CNDT/CIPM-MINRESI/2025 DU 1.1. JUIL 2025
POUR L'ACQUISITION DU MATERIEL ET MOBILIER DE BUREAU AU COMITE
NATIONAL DE DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

- **Taille et format des fichiers :** Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

11. Ouverture des plis

11.1- L'ouverture des plis sera effectuée en un (01) seul temps dans la salle de réunions du rez-de-chaussée du bâtiment annexe N°02 du MINRESI. L'ouverture des offres administratives, techniques et financières aura lieu le **1.1. JUIL 2025** à 14 heures précises, heure locale, par la Commission Interne de Passation des Marchés.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

11.2- Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis de Cotation. En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

12. Recevabilité des Cotations

12.1- Les pièces administratives, la cotation technique et la cotation financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous plis scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans de la DC ou offre uniquement en copies.

12.2- Toute offre incomplète conformément aux prescriptions la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

13. Critères d'évaluation

- **1^{ère} étape : Critères éliminatoires**
 - Absence de caution de soumission conforme au modèle joint en annexe à l'ouverture des plis et de son récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et Consignations (CDEC) à l'ouverture des plis ;
 - Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
 - Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif 48 heures après l'ouverture des offres ;
 - Non-respect d'une caractéristique technique majeure du matériel/mobilier tel que précisé dans le descriptif de la fourniture ;
 - Non-respect du délai de livraison prévue par le Maître d'Ouvrage ;
 - Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
 - Absence de prospectus illustré accompagné des fiches techniques de chaque matériel proposé ;
 - Absence d'une référence relative à la fourniture du mobilier ou matériel de bureau (1^{ère} et dernière page de la lettre commande ou le marché enregistré + le PV de réception) ;
 - Absence de la déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné un marché au cours des trois (03) dernières années
 - Absence des preuves d'acceptations des conditions de la Cotation ;
 - Absence de la charte d'intégrité ;
 - Non-conformité du mode de soumission ;
 - Non-respect du format de fichier des offres ;
 - Absence de la copie opérationnelle de sauvegarde des offres en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

2^{ème} étape : Évaluation de l'offre financière

- Vérification de la concordance entre prix en chiffres et en lettres dans les BPU ;
- Vérification du report des Prix Unitaires des BPU et ceux du Devis Quantitatif et Estimatif ;
- Vérification du report des quantités de la DC au Devis Quantitatif et Estimatif ;
- Vérification du calcul et correction, le cas échéant du Devis Quantitatif et Estimatif.

3^{ème} étape : Comparaison des offres

14. Délais d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet de la présente Demande de Cotation est d'un (01) mois calendaire. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

15. Allotissement

Les prestations, objet de la présente consultation sont constituées d'un seul lot.

16. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de : 15 100 000 (Quinze millions cent mille) francs CFA TTC.

17. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel à la Demande de Cotation et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter la Lettre Commande de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs Cotations pendant 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des Cotations.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales du MINRESI, Service des Marchés Publics (bâtiment principal), BP 1457, téléphone 222 232 442, au Comité National de Développement des Technologies (bâtiment annexe n°1 porte 208), BP 1457, téléphone 222 222 509 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

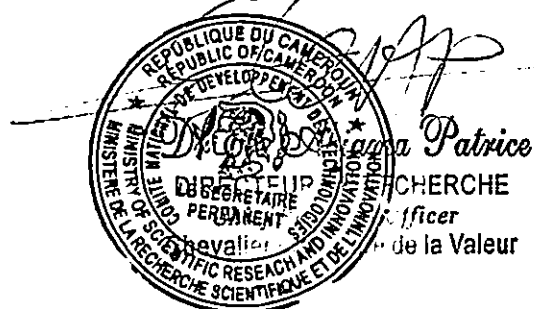
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, et la Cellule de Lutte Contre la Corruption du MINRESI.

Yaoundé, le **1.1. JUIN 2025**

Le Secrétaire Permanent du CNDT
Autorité Contractante

Copies :

- MINMAP
- ARMP
- Président CIPM
- Affichage





NOTICE OF REQUEST FOR QUOTATION

No. 001/AC/MINRESI/CNDT/CIPM-MINRESI/2025 OF ...**1.1. JUN 2025**
FOR THE ACQUISITION OF OFFICE EQUIPMENT AND FURNITURE FOR THE
NATIONAL COMMITTEE FOR DEVELOPMENT OF TECHNOLOGIES

1. Purpose of the Request for Quotation

As part of the execution of its public investment budget, the National Committee for Development of Technologies (CNDT) is launching a tender for the acquisition of office equipment and furniture.

2. Consistency of Service

The expected services include the equipment of the National Committee for Technology Development (CNDT) in accordance with the supply specifications

3. Participation and Origin

Participation in this Request for Quotation is open to service providers operating in office equipment and furniture supply sector and meeting the qualification criteria mentioned in this Request for Quotation File.

4. Funding

The services covered by this Request for Quotation are financed by CNDT's Public Investment Budget (BIP) of the 2024 fiscal year under the following budget line: 59 136 02 790022 241140

5. Submission Method

The submission method chosen for this Request for Quotation is online.

6. Consultation of the Request for Quotation File

6.1- The file may be consulted during working hours at CNDT, P.O. BOX 1457, phone number: 222 222 509, upon publication of this notice.

6.2- It may equally be consulted online on the COLEPS platform at: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armp.cm).

7. Acquisition of the Request for Quotation File

7.1- The hard copy of the consultation file may be obtained during working hours at the MINRESI, General Affairs Directorate, Procurement service (main building), P.O. BOX 1457, phone number: 222 232 442 upon publication of this notice, and upon presentation of a non-refundable payment receipt of the amount of 25,000 (Twenty-five thousand) CFA francs from the Public Treasury.

7.2- It is equally possible to obtain the electronic version of the Request for Quotation (RQ) file

by free download from COLEPS or PRIDESOFT platforms available at the address mentioned above for the electronic version. However, online submission is subject to payment of the Quotation Request file purchase fee.

8. Estimated Cost

The estimated cost, in one installment of the supply following the preliminary studies is: 15,100,000 (Fifteen million one hundred thousand) CFA francs including tax.

9. Bid Bond

9.1- Each bidder must attach to their administrative documents a bid bond, paid by hand, issued by a organisation or financial institution approved by the Ministry of Finance issuing bonds in the field of public procurement, as listed in Annex No. 9 of the Request for Quotation file, in the amount of 302,000 (Tre hundred and two thousand) CFA francs, valid for thirty (30) days beyond the initial bid validity date.

9.2- Absence of the aforementioned bid bond will result to the outright rejection of the bid. A bid bond provided but not related to the consultation in question will be considered absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is ineligible.

10. Submission of Bids

Each bid shall be written in French or English. For online submission, the quotation must be submitted by the bidder on the COLEPS platform no later than 2:00 pm. A backup copy of the quotation saved on a USB key of CD/DVD must be submitted in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy" within the given timeframe, with the following statement:

NOTICE OF REQUEST FOR QUOTATION

No. 001/AC/MINRESI/CNDT/CIPM-MINRESI/2025 OF 17 JUN 2025
FOR THE SUPPLY AND INSTALLATION OF COMPUTER AND OFFICE EQUIPMENT
FOR THE NATIONAL COMMITTEE FOR DEVELOPMENT OF TECHNOLOGIES

« To be opened only during the opening session »*

- **File size format:** For online submission, the maximum file sizes that will be transmitted through the platform and constituting the bidder's offer are as follows:

- 5MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents
- JPEG for images.

The candidate must use compression software to reduce the size of the file to be submitted:

11. Opening of Bids

11.1- The bids will be opened in a single (1) session in the MINRESI meeting room. The opening of administrative, technical and financial bids will take place on 17 JUN 2025 at 2:00 p.m prompt, local time by the Internal Procurement Commission.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a duly authorized person of their choice.

11.2- Under pain of rejection, the required administrative documents must be submitted in originals or true certified copies by the issuing department or competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Quotation Regulations. They must not be older than three (3) months or have been prepared after the date of signature of the Quotation Notice. In case of absence or non-compliance of a document in an administrative file during the bid opening, after a 48-hours period granted by the Commission, the bid will be rejected.

12. Admissibility of Bids

12.1- The administrative documents, the technical quotation, and the financial quotation must be placed in separate sealed envelopes upon submission.

The following would be inadmissible by the Contracting Authority:

- Bids bearing information on the bidder's identity ;
- Bids received after the submission deadlines ;
- Bids not in conformity with the submission method;
- Bids without information on the identity of the Call for Tenders ;
- Failure to comply with the number of copies indicated in the RQ or offering copies only.

12.2- Any incompleted bid that is in accordance with the RQ requirements will be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by an organisation or financial institution approved by the Minister of Finance issuing bonds in the field of public procurement, or failure to comply with the RQ document templates, will result to the outright rejection of the quotation without any recourse. A bid bond provided but not related to the relevant consultation is considered absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

13. Evaluation Criteria

Step 1: Elimination criteria

- Absence of a bid bond in accordance with the template attached to the opening of bids;
- False declaration(s) or forged document(s);
- Absence or non-conformity of a document in the administrative file 48 hours after the bids opening;
- Non-compliance with a technical characteristic of the equipment/furniture as specified in the supply description;
- Non-compliance with the delivery deadline set by the Contracting Authority;
- Omission of a quantified unit price in the financial offer;
- Absence of an illustrated brochure joint by the technical data sheets of each item of the proposed equipment;
- Absence of a reference relating to the supply of office furniture or equipment (first and last page of the order letter or the registered contract + the acceptance report);
- Absence of a declaration of honour that a contract has not been abandoned during the last three (03) years.

Step 2: Evaluation of the financial offer

- Checking that prices in figures and words match in the BPU;

- Checking the transfer of the Unit Prices in the BPU and those in the Bill of Quantities and Estimates;
- Checking the transfer of quantities from the RQ to the Bill of Quantities and Estimates;
- Checking the calculation and correction, if any, of the Bill of Quantities and Estimates;

Step 3: Comparison of offers

14. Execution Deadline

The maximum period provided by the Contracting Authority for the completion of the services covered by this Request for Quotation is one (01) calendar month. This deadline begins on the date of notification of the service order to start the services.

15. Allotment

The services covered by this consultation consist of a single lot.

16. Estimated Cost

The estimated cost of the operation following the preliminary studies is 15,100,000 (Fifteen million one hundred thousand) CFA francs including tax.

17. Attribution

The Contracting Authority will award the contract to the bidder whose offer has been deemed substantially compliant with the Request for Quotation and who has the technical and financial capacities required to satisfactorily execute the Letter of Instruction, and whose offer has been evaluated as the lowest, including any proposed discounts, where applicable.

18. Validity of Bid

The bidders shall remain bound to their offers for 90 days from the deadline set for the submission of offers.

19. Additional Information

Additional information may be obtained during working hours from the MINRESI's General Affairs Directorate, Public Procurement Service (main building), P.O. Box 1457, phone number: 222 232 442 or at the National Committee for Development of Technologies (Annex building No.1 door 208), P.O. Box 1457, phone number: 222 222 509, or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

20. Fighting Corruption and Malpractices

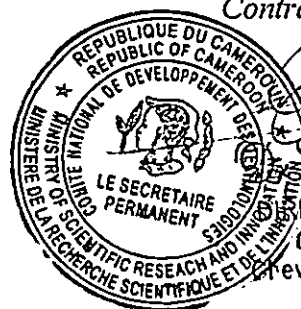
To report any practices, facts, or actions, attempted corruption, or malpractices, kindly call CONAC at 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) through text message or call the following numbers: : (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, and the MINRESI Anti-Corruption Unit.

Yaounde, the **11.1.JUN.2025**

The Permanent Secretary of CNDT
Contracting Authority

Amplifications :

- MINMAP
- ARMP
- CIPM President



Abiama Patrice
SECTEUR DE RECHERCHE
Chief Research Officer
Chevalier de l'Ordre de la Valeur